



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Travaux de confortement des berges du Canal du Midi
et de ses embranchements**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction territoriale Sud-Ouest
2 port Saint-Etienne
BP 7204
31073 Toulouse CEDEX 7
Tél : 05 61 36 24 51

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
1.6 - Développement durable	5
2 - Pièces contractuelles	10
3 - Intervenants	10
3.1 - Maîtrise d'œuvre	10
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	10
4 - Confidentialité.....	10
5 - Durée du contrat et délais d'exécution	10
5.1 - Reconduction.....	11
6 - Prix.....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
6.2 - Modalités de variation des prix.....	11
7 - Garanties Financières.....	12
8 - Avance.....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
9 - Modalités de règlement des comptes.....	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement	14
9.3 - Délai global de paiement	14
9.4 - Paiement des cotraitants	14
9.5 - Paiement des sous-traitants	14
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	15
10.2 - Implantation des ouvrages.....	15
10.2.1 - Piquetage général.....	15
10.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	15
10.3 - Préparation et coordination des travaux	15
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	16
10.3.3 - Plan d'assurance qualité	16
10.3.4 - Registre de chantier	16
10.4 - Etudes d'exécution	16
10.5 - Installation et organisation du chantier	17
10.5.1 - Installation de chantier.....	17
10.5.2 - Signalisation de chantier	17
10.5.3 - Dégradations causées aux voies publiques.....	17
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	17
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	17

10.7 - Réception des travaux	18
10.7.1 - Dispositions applicables à la réception	18
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
12 - Garantie des prestations.....	18
13 - Pénalités	18
13.1 - Pénalités de retard.....	18
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	18
14 - Assurances	19
15 - Résiliation du contrat.....	19
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
16 - Règlement des litiges et langues	20
17 - Dérogations	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Travaux de confortement des berges du Canal du Midi et de ses embranchements

Les prestations ont pour objet la réalisation de travaux de reprise des berges suite à l'abattage des platanes dans le cadre de la lutte contre le chancre coloré et la restauration de la voûte arborée du Canal du Midi.

Les travaux se dérouleront pendant la période de chômage du canal du midi soit environ 6 semaines de janvier à février ainsi que durant la période de basse saison (de novembre à mi-mars).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Le long du Canal du Midi et du Canal de la Robine ainsi que sa jonction pour les départements de la Haute-Garonne, de l'Aude et de l'Hérault

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) géographique(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Centre territorial Midi toulousain, Centre territorial Lauragais-Montagne Noire et une partie du Centre territorial Carcassonne-Minervois : De Toulouse à l'écluse de Trèbes
2	L'autre partie du Centre territorial Carcassonne-Minervois : de l'écluse de Trèbes à l'amont du Pont canal du Répudre à Paraza
3	Centre territorial Aude-Narbonnais : Canal du Midi du Pont canal du Répudre (inclus) à Ventenac-en-Minervois à l'aqueduc de Frénicoupe (inclus) à Argeliers et Canal de jonction et Canal de la Robine
4	Centre territorial Béziers-Hérault : de l'aval de l'aqueduc de Frénicoupe à Argeliers à Marseillan

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés, par courriel, par le pouvoir adjudicateur lors de la survenance du besoin.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande pourra se poursuivre après l'échéance de l'accord-cadre dans la limite de 6 mois à compter du dernier jour de l'accord-cadre.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1.6.1 Clauses sociales

1.6.1.1. Insertion professionnelle :

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

1. Public concerné par l'opération d'insertion :

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Les personnes concernées sont :

- **En priorité les habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville**

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) et ayant travaillé moins de 455 heures dans les 12 derniers mois,

- Les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits

- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi

- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité

- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,

- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance.

- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (inscrits au Pôle Emploi)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion. Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Nombre d'heures d'insertion
35h / 50 000€ HT

Modalités de mise en œuvre :

L'entreprise pourra :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Assistance technique du Maître d'ouvrage:

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- de proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) :

Coordination du marché :

Edouard GUERREIRO-BOCHEREAU 06 18 86 55 59
e.guerreiro@emploi-tme.org

Suivi de la clause sociale :

Lot 1 & 2 : Suivi CD 11 - Mireille GRIFFE et Caroline SABLAYROLLES

Mireille GRIFFE 04 68 11 69 60
mireille.griffe@aude.fr

Lot 3 : Suivi Grand Narbonne - Léa MICHAUD

Léa MICHAUD 04 11 23 22 64
l.michaud@legrandnarbonne.com

Lot 4 : PLIE Béziers - Marlène TIRABI

Marlène TIRABI 04 67 62 69 09
mdegb.tirabi@orange.fr

2. Suivi et bilan de l'action d'insertion

A la demande du maître d'ouvrage, la Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

La structure porteuse du contrat de travail transmettra au chargé de mission clauses d'insertion les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- Relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission pourra être amené à participer. Le chargé de mission suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

Conformément au règlement général pour la protection des données (RGPD) en vigueur, le titulaire est informé que la gestion des données relatives à la clause sociale sera confiée à Cellule Insertion. Ces données seront traitées dans le logiciel UP' Clause qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Le titulaire du présent marché s'engage à informer les salariés valorisés dans le cadre du dispositif Clauses sociales du présent marché :

- que leurs coordonnées seront enregistrées dans la base d'exploitation dudit logiciel à des fins exclusives de traitement des données relatives à la clause sociale.

- qu'en application de la loi informatique et libertés, ils disposent d'un droit d'accès, de retrait de modification des données qui les concernent.

Ces droits s'exercent sur simple demande par voie postale auprès de Cellule Insertion qui en informe le maître d'ouvrage.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Bilan :

Après la réception des travaux ou à l'issue de la prestation, le chargé de mission clauses d'insertion restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion. Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année. Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1.6.2 - Clause environnementale

1.6.2.1 Utilisation de bois respectant la norme FSC ou équivalent

Tous les matériaux en bois utilisés dans le cadre du marché seront issus de forêts gérées durablement, disposant d'un label FSC ou PEFC ou équivalent.

1.6.2.2 Prévention des pollutions et protection de l'environnement

Sur le plan environnemental, pendant toute la durée des travaux, il sera demandé à l'entreprise un respect maximal de l'environnement.

L'entreprise veillera ainsi à ce que les travaux qu'elle effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement et de préservation du voisinage.

De manière générale, l'entreprise prendra les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets produits (cf. § suivant), l'économie des ressources, la réduction des émissions dans l'air (poussières, fumées, gaz polluants), la limitation du bruit, la protection de la faune et de la flore (le cas échéant installations de protection et sensibilisation du personnel), la prévention des pollutions des eaux superficielles, souterraines et du sol, la préservation de la qualité générale des sites, et le respect des arbres tout particulièrement.

Concernant la pollution des eaux et du sol, les mesures suivantes seront notamment à appliquer :

- Aucun déversement de produit toxique dans le milieu (milieu naturel, réseaux publics...),
- Stockage des produits dangereux sur des bacs de rétention, y compris pour les cuves à double fond.

Concernant les hydrocarbures en particulier, le chantier ne comportera qu'un stock d'hydrocarbures entreposés dans leur emballage d'origine ou dans des cuves spécifiques. Le stock et la zone de manipulation seront installés sur un bac de rétention dont la capacité est au moins égale au double du récipient le plus volumineux. Les manipulations seront effectuées avec soin dans le but d'éviter toute perte d'hydrocarbures. Les éventuels flexibles, robinets et autres systèmes de connexion seront parfaitement étanches.

- Utilisation d'huiles de préférence biodégradables (huiles pour la lubrification des chaînes des tronçonneuses, huiles incorporées au carburant des débroussailleuses, huiles hydrauliques pour tracteurs, débroussailleuses ou roto-faucheuses). Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit de demander les justificatifs des références fournies.

- Utilisation d'un kit antipollution en cas de rejet accidentel (dispositifs d'absorbants, pompage et traitement éventuels des pollutions...). Il conviendra également d'informer le gestionnaire du secteur ainsi que les autorités compétentes en matière de police de l'eau en cas de pollution des eaux.

L'entretien des engins sur le site des travaux n'est pas souhaité sauf cas exceptionnel (panne...). La vidange des moteurs ne sera pas réalisée sur le site des travaux mais dans des établissements permettant la collecte des huiles usagées.

En cas de force majeure (panne...), l'entretien ou la réparation des engins seront réalisés sur une aire étanche et les eaux liquides et résiduelles seront à récupérer. En particulier, les huiles usées, les liquides hydrauliques et autres fluides nécessaires à la marche des engins seront à récupérer et à stocker dans des réservoirs étanches puis à évacuer par un professionnel agréé.

1.6.2.3 Gestion des déchets

L'entreprise est responsable de l'élimination des déchets qu'elle détient ou produit lors des travaux et des conditions dans lesquelles ces déchets sont collectés, transportés, éliminés ou valorisés.

En cas de production de déchets dangereux, les procédures relatives à leur élimination et à la traçabilité seront respectées.

Propreté du chantier

Lors de la préparation des chantiers, les différentes zones de chantier (stationnement, aire de stockage des approvisionnements, aire de tri et stockage des déchets...) seront définies et délimitées.

Des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier.

En particulier, les déchets issus des interventions sur les engins (chiffons, cartouche de graisse...) devront être immédiatement évacués.

Le brûlage et l'enfouissement des déchets ainsi que leur dépôt dans des installations non prévues à cet effet sont interdits.

Collecte des déchets

Sur les chantiers, des aires de collecte seront prévues suivant les besoins (dans une logique de proximité du lieu de production des déchets et du lieu de collecte), signalées et identifiées.

Les principes de réduction des déchets à la source et d'un tri à la source organisé et sélectif seront à suivre.

L'organisation de la collecte, du tri et de l'acheminement vers les filières de valorisation sera à rechercher de préférence à l'échelle locale.

Pour rappel, il est interdit de mélanger des déchets spéciaux (déchets dangereux...) avec d'autres catégories de déchets.

La qualité environnementale est une préoccupation de VNF qui estime que la valorisation et le recyclage des déchets des chantiers doivent s'intégrer tout au long des travaux.

Modalité de suivi des déchets

L'entreprise devra obligatoirement fournir tous les éléments de la traçabilité des déchets issus des chantiers (tickets de pesée, bordereaux de suivi des déchets de chantier, constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par l'entreprise et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets...).

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire, via l'application trackdechets.

1.6.2.4 Protection des plantations, prophylaxie

L'entrepreneur doit tenir compte de la présence de structures arborées (plantations d'alignement, boisements spontanés, ...) sur le Domaine Public Fluvial et prendre les précautions nécessaires pour leur éviter toute dégradation.

Généralités

Quelles que soit les interventions, l'entrepreneur veillera à éviter toutes « blessures collatérales » à ses chantiers :

- Blessures aux collets lors de fauchages/débroussaillages ou par stockage de matériel ou engins contre les arbres ;
- Blessures à des arbres voisins lors d'opérations sur les arbres (élagages, abattages) ;
- Blessures non intentionnelles lors d'élagage sur un arbre ;
- Blessures dans les houppiers lors de circulation d'engins de gros gabarit ;
- Durant la durée des travaux, aucun dépôt ou stockage de matériaux ne devra être réalisé au pied de l'arbre (terre, sable, pierres, gravats, sacs de ciment, etc.).

En cas de manœuvre d'engins à proximité immédiate d'arbres, des protections adaptées seront mises en place sur les parties vulnérables (troncs et collets des arbres, ...). Si des tailles de branches sont indispensables (et sur validation du MOE ou de VNF) elles seront pratiquées dans les règles de l'art par réduction sur tire-sève ou suppression totale, avec des outils désinfectés.

En cas de blessure non intentionnelle causée à des arbres, les mesures suivantes seront prises :

- Blessure sur des branches : parer la blessure par taille avec un outil tranchant adapté, désinfecté au préalable ;
- Blessures sur collet/tronc : parer la blessure au mieux pour éviter de laisser le bois meurtri et favoriser la cicatrisation.

En tout état de cause, l'entreprise est tenue de signaler toute blessure causée aux plantations, afin que le MOE puisse confirmer les mesures à prendre pour remédier ou limiter les impacts ou le cas échéant fixer les pénalités à appliquer. Sauf exception dûment notifiée par le MOE, il ne sera pas appliqué de produits dits « cicatrisant » type mastic, dont l'efficacité est controversée.

Prophylaxie chancre coloré ou autre affection, espèces invasives

Le paragraphe qui suit s'applique principalement à la prophylaxie relative au chancre coloré du platane (toutes opérations) ou aux règles de prophylaxie propres aux opérations de taille des végétaux.

Toutefois, eu égard à d'autres affections pouvant être rencontrées et sources de pathologies (pouvant entraîner le dépérissement) sur tous types d'arbres, ces dispositions s'appliquent à toutes les interventions sur ou à proximité de toutes les structures arborées.

Ces dispositions permettront également de se prémunir contre **l'introduction de certaines espèces invasives**.

Le **chancre coloré du platane**, maladie provoquée par l'agent pathogène *Ceratocystis platani*, est présent sur le canal du midi depuis 2006 et dans les régions traversées par le canal des deux mers depuis au moins 2003. Les zones encore indemnes le long du canal des deux mers doivent faire l'objet de précautions particulières pour éviter l'arrivée du parasite, celles déjà contaminées doivent faire l'objet de mesures strictes afin d'éviter de disperser le parasite à partir des foyers existants.

Quelles que soient les interventions réalisées sur ou à proximité de platane, **les entreprises se conformeront en tous points aux obligations réglementaires en vigueur au moment de la réalisation des prestations**. A titre indicatif au 17/02/2023 il s'agit notamment de l'arrêté cadre national (AGRG1530100A du 22/12/2015 modifié en 2018) et des arrêtés préfectoraux (notamment arrêté préfectoral Occitanie du 13/10/2021).

Le Guide des bonnes pratiques de lutte contre le chancre sera utilement consulté pour compléter les consignes.

Il est notamment disponible sur le site internet du SRAL Occitanie : <http://agriculture.gouv.fr/lutte-contre-le-chancre-couleur-du-platane-les-bonnes-pratiques-suivre>

En tout état de cause, pour toutes interventions sur ou à proximité de platanes voire d'arbres, des mesures de désinfection sont obligatoires et feront l'objet de constats de réalisation et de contrôles. La désinfection se fera à distance (5 m minimum) du canal pour limiter les ruissellements possibles. Elle sera pratiquée sur des outils et/ou des engins propres : nettoyage à l'eau sous pression par exemple, avant arrivée sur site en entrée, ou sur place lors de la sortie. Cette mesure sera également de nature à préserver de l'introduction d'espèces envahissantes (graines ou fragments végétaux) présentes sur les engins ou les outils de coupe (terres et résidus de coupe, ...).

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique du titulaire remis lors de la remise des offres.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre ainsi que ses missions seront précisées dans les bons de commande.

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission CSPS sera assurée par **APAVE SUDEUROPE SAS** - 11 rue Alexis Tocqueville - 31200 TOULOUSE
Chaque bon de commande précisera le niveau de coordination.

4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

5 - Durée du contrat et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an qui court à compter de sa date de notification au titulaire.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Ces délais courent à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le délai indiqué dans le bon de commande comprend la période de préparation, l'exécution des travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Les travaux s'exécuteront pendant les périodes de chômage du canal du midi soit de janvier à février ainsi que durant la basse saison.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	Température maximale journalière négative	1 jour
Pluie	Précipitations supérieures à 10 mm/jour	1 jour
Neige	Plus d'un cm de neige	1 jour
Vent	Vigilance orange ou rouge Météo France	1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche et/ou la plus représentative des sites de travaux.

5.1 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 6 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Tous les lots	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n-4) / TP01 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Tous les lots	TP01	Index général tous travaux - Base 2010

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant du bon de commande sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

La valeur de remboursement du précompte est calculée au prorata de la différence entre le taux de début et de fin du remboursement, déduction faite d'un précédent remboursement déjà effectué.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Par dérogation aux 1.1, 1.7 à 1.9, 2.2, 3.1 à 3.3 de l'article 12 du CCAG-Travaux, à l'alinéa 4 de l'article 12.4.2 et à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le calcul des décomptes et des acomptes sera effectué par un système de gestion informatique des marchés et dans les conditions définies ci-après (de type MARCO) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la maîtrise d'œuvre.

A) Décomptes et acomptes mensuels :

Mensuellement, le titulaire remet au maître d'œuvre un projet de " bon d'exécution " déterminant les quantités, valeurs ou pourcentages arrêtés à la fin de la période précédente. Le bon d'exécution sera établi par le logiciel MARCO et contiendra les travaux à l'entreprise, avec référence aux prix du marché provisoires ou définitifs, ainsi qu'éventuellement les approvisionnements. Il pourra y être joint toutes indications nécessaires concernant les avances, indemnités, pénalités, primes, ...

Le bon d'exécution, complété par le titulaire, doit être accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui transmet au maître de l'ouvrage les éléments afin que le système informatique puisse éditer, en application des clauses du marché, l'état d'acompte et le décompte de la période concernée. Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte, ainsi que le projet de "bon d'exécution" à utiliser le mois suivant.

B) Décompte final :

A la fin de la période de validité du marché des 4 ans du contrat, et après réception du dernier bon d'exécution, le système de gestion MARCO établit le décompte final dans lequel il récapitule l'ensemble des bons de commande et donc le montant total des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre.

Il est à préciser que le titulaire est lié par les indications figurant aux différents bons d'exécution sur lesquels ont été portées les quantités réalisées définitives, par bon de commande, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part. Ce décompte peut ensuite être envoyé au représentant de la maîtrise d'œuvre qui, après l'avoir accepté ou rectifié, le transmet pour traitement au système de gestion MARCO. Ce dernier édite alors le décompte général.

C) Décompte Général :

Le maître de l'ouvrage notifiera au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- trente jours à compter de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si dans le délai de 10 jours à compter de la réception des documents du projet de décompte général, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général ne deviendra pas le décompte général et définitif.

Conformément à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, si les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision des prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. Le décompte général devient définitif et lie les parties à compter de la date de cette notification. Cette date de notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100083

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les dispositions sont prévues dans le CCTP.

10.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

10.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux de chaque bon de commande.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux de chaque bon de commande s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé pour chaque bon de commande, une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution, d'une durée de 30 jours.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, un bon de commande sera établi pour le démarrage du délai global d'exécution des travaux comprenant la période de préparation et l'exécution des travaux. La durée de la période de préparation est comprise dans le délai d'exécution du bon de commande.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification du bon de commande.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination ou le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, en fonction du bon de commande. Ce document sera transmis au titulaire avec le bon de commande.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.3.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes :

Dans son Plan Assurance Qualité, l'entrepreneur décrit ses moyens en personnel et matériel. Il aborde également les relations avec ses fournisseurs et sous-traitants ainsi que l'approvisionnement en matériaux.

10.3.4 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de registre de chantier.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le RPA passe des conventions d'occupation temporaire (COT) avec les propriétaires terriens en bordure du canal pour la réalisation de fosse de brûlage. Les COT font l'objet d'un dédommagement payé par le RPA.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.5.3 - Dégradations causées aux voies publiques

En complément de l'article 34 du CCAG-Travaux, les engins seront adaptés au mieux au type de surfaces de circulation rencontrées (chemin de halage à emprise et revêtement variables) ainsi qu'aux divers ouvrages (ponts, déversoirs...) dont la capacité de portance n'est pas la même partout, afin d'éviter d'engendrer des dommages ou de se trouver dans l'incapacité de circuler.

Ces éléments seront définis en phase de préparation du chantier et soumis à la validation du maître d'ouvrage.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire doit respecter les mesures de prophylaxie définies dans le CCTP relatives à la prévention de la propagation du chancre coloré du platane.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10.7 - Réception des travaux

10.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Chaque bon de commande donnera lieu à la réception des travaux effectués.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

En application des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-5 du code civil, le titulaire est susceptible de voir sa responsabilité engagée de plein droit, avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la réception des travaux, à raison des dommages qui compromettent la solidité d'un ouvrage ou le rendent impropre à sa destination

13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités de retard sont applicables à tous les lots.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 300,00 €.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant de chaque bon de commande en cours d'exécution.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
-----------	------------	---------	------------

Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	500,00 €	Pénalité applicable pour toute absence à une réunion à laquelle la présence du titulaire est requise, sur simple constat du MOA ou du MOE
Non-respect de la clause sociale	Forfaitaire	100,00 €	En cas de non-respect de la clause sociale, le titulaire subira une pénalité par heure sociale non réalisée.
Pénalité en cas de non-respect des délais de remise des documents de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité applicable sur simple constat du MOA ou du MOE (article 10.3.2 du CCAP)
Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution	Forfaitaire	500,00	Pénalité applicable par jour de retard (article 10.6.3 du CCAP).
Non-respect des clauses techniques ou de l'offre du candidat	Forfaitaire	500,00 €	Pour l'exécution de chacune des tâches, le CCTP décrit le résultat attendu et le type de produit souhaité. Le titulaire dans son offre décrit les produits et équipements ou appareils proposés dans des fiches techniques. Lorsque le non-respect des clauses du CCTP ou de l'offre a une incidence défavorable sur la qualité des prestations, ou lorsque le produit ou l'équipement ou l'appareil utilisé n'est pas conforme à l'offre du titulaire, la pénalité sera appliquée chaque manquement faisant l'objet d'un constat par écrit.
Non-respect des clauses environnementales	Forfaitaire	1 000,00 €	La pénalité sera appliquée sur simple constat du MOA ou MOE.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé uniquement sur la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours après la notification de la résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge aux 1.1, 1.7 à 1.9, 2.2, 3.1 à 3.3 de l'article 12 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'alinéa 4 de l'article 12.4.2 et à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.4 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG-Travaux